

Etude sur la cohabitation de la population autochtone et les habitants d'origine britannique dans des communes rurales en France

Rapport de résultats

Martina Kobras

Université de Münster/Allemagne
Institut de Géographie

Avril 2013

Contact : martina.kobras@wwu.de

Université de Münster
Institut de Géographie
Dipl.-Geogr. Martina Kobras
Heisenbergstr. 2
48149 Münster/Allemagne

 WESTFÄLISCHE
WILHELMUS-UNIVERSITÄT
MÜNSTER

 Institut für Geographie **ifg**
Münster

**Cohabiter avec des voisins Britanniques
dans une même commune**






Un sondage mené par
Martina Kobras
Doctorante à l'Institut de Géographie, Westfälische Wilhelms-Universität Münster/Allemagne

Universität Münster
Institut für Geographie
Dipl.-Geogr. Martina Kobras
Schlossplatz 7
48149 Münster/Allemagne

Contact: martina.kobras@wwu.de
www.wwu.de/geographie/mitarbeiter/kobras.html

Déposer s.v.p. à la Mairie de Dauvit

 WESTFÄLISCHE
WILHELMUS-UNIVERSITÄT
MÜNSTER

 Institut für Geographie **ifg**
Münster

**Cohabiter avec des voisins Britanniques
dans une même commune**






Un sondage mené par
Martina Kobras
Doctorante à l'Institut de Géographie, Westfälische Wilhelms-Universität Münster/Allemagne

Universität Münster
Institut für Geographie
Dipl.-Geogr. Martina Kobras
Schlossplatz 7
48149 Münster/Allemagne

Contact: martina.kobras@wwu.de
www.wwu.de/geographie/mitarbeiter/kobras.html

Déposer s.v.p. à la Mairie de Gageac et Rouillac

Tables des matières

A Résumé	2
B Introduction	5
1 Cadre de l'étude	5
2 Description de la méthode – application de l'enquête par questionnaire	6
3 Description de l'échantillon – caractéristiques sociodémographiques des personnes sondées	7
C Résultats	8
1 Sociosphères – expérience personnelle avec l'étrangeté	8
2 Contact entre les habitants français et britanniques	9
3 Attentes quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique	11
4 Acceptation des habitants britanniques par la population française	13
4.1 Acceptation au sein des structures sociales	13
4.2 Evaluation de la présence	14
4.3 Peur des étrangers et priviléges pour les autochtones	15
4.4 Ouverture d'esprit et confiance	16
5 Facteurs favorisant et entravant une bonne cohabitation	17
6 Rôle de la commune	20

A Résumé

Objectif de l'étude

Depuis trente ans, il y a une immigration de citoyens britanniques dans les zones rurales de France. Leur présence est nettement remarquable dans les petites communes, où ils passent soit leur retraite, soit arrivent à un âge plus jeune. En tant que citoyens de l'Union Européenne, ils jouissent en grande partie des mêmes droits que les habitants français : ils peuvent choisir librement où ils s'installent et comment ils organisent leur vie. Les petites communes se retrouvent dans l'inattendu rôle de société d'accueil étant donné que c'est au niveau local qu'on cohabite et se rencontre.

Cette étude s'intéresse à ce que les habitants français pensent de la cohabitation avec les habitants d'origine britannique au sein de la commune. Il est ici question du contact concret, des attentes au point de vue de l'adaptation des Britanniques à leur nouvel environnement de même qu'à leur acceptation. Il est en outre demandé ce qui favorise ou entrave une bonne cohabitation.

Méthode

En janvier et février 2011, une étude au moyen d'un questionnaire a été réalisée dans quatre communes du Pays de Grand Bergeracois en Dordogne et dans trois communes du Pays Centre Ouest Bretagne dans les Côtes-d'Armor. Les communes choisies peuvent être vues comme destinations typiques de l'afflux britannique. Sur base des listes électorales communales, il y a eu un tirage au sort de 40 % des votants français auxquels un questionnaire a été distribué. En tout, près de 300 personnes ont répondu, le taux de réponse était de 31 %. Elles constituent un échantillon représentatif pour les sept communes. Les résultats devraient être transférables sur les communes françaises rurales qui se trouvent dans une situation similaire.

Description sociodémographique des personnes interrogées et sociosphères

Parmi les personnes interrogées, il a quasi autant de Bretons que de Périgourdin et autant d'hommes que de femmes. La tranche d'âge se situe entre 19 et 95 ans, l'âge moyen est de 54 ans. Les Bretons et Périgourdin montrent ici une forte ressemblance sociodémographique, ils se distinguent seulement dans les catégories socioprofessionnelles.

Les sondés sont très hétérogènes en ce qui concerne leur propre expérience dans un environnement étranger et la portée de leurs contacts sociaux. Cette dénommée sociosphère varie d'un niveau local (20 % des sondés) en passant par un régional (31 % des sondés) à un national (20 % des sondés), voire même un international (29 % des sondés). Les personnes interrogées avec une sociosphère plus large ont souvent plus de contact avec et plus d'intérêt pour les habitants d'origine britannique ainsi que moins de peur à leur égard.

Contact avec les habitants d'origine britannique

Concernant le contact entre les personnes interrogées et les habitants d'origine britannique, seulement 11 % des sondés n'ont aucun contact. Trois personnes interrogées sur dix sont sporadiquement en contact avec eux, peut-être dans le cadre d'événements locaux au sein de la commune. La plus grande partie des sondés, 36 %, entretient un contact d'une intensité moyenne : on en vient aussi à des invitations privées, souvent entre voisins. Un quart des per-

sonnes interrogées ont tout de même un contact intensif avec les habitants britanniques : des visites mutuelles sont fréquentes et le contact joue un rôle dans le quotidien.

Attentes quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique

Il existe différents modèles d'attente sur la façon dont les habitants d'origine britannique devraient s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie. Un bon tiers (36 %) des personnes interrogées souhaitent que les habitants d'origine britannique s'orientent surtout vers la société d'accueil française, à savoir d'une manière tolérante : le français devrait être bien maîtrisé et les contacts, surtout avec les Français, devraient être préférés, mais les racines culturelles peuvent être en tout cas conservées. Près de la moitié des sondés accepte une double orientation des habitants d'origine britannique. Cela veut dire qu'ils devraient certes s'adapter à leur nouvel environnement, mais il apparaît peu problématique qu'ils conservent également une orientation vers la société d'origine, en entretenant par exemple des contacts avec des compatriotes britanniques sur place. 11 % des personnes interrogées préféreraient que les habitants d'origine britannique vivent de façon isolée sans aucun point de contact avec la société d'accueil.

Acceptation au sein des structures sociales et évaluation de la présence

Il est considéré comme peu problématique que les habitants d'origine britannique jouissent de droits fondamentaux – garantis par l'Union Européenne –, comme le permis de séjour et de travail définitif ou le droit de vote au niveau communal. La concurrence sur le marché du travail n'aurait pas non plus augmenté. Mais bien celle sur le marché immobilier, trouvent trois personnes interrogées sur quatre. La participation des habitants d'origine britannique au système de sécurité sociale est également controversée : la moitié des sondés trouve son accès trop facile.

Néanmoins, la grande majorité des personnes sondées (86 %) se prononce en faveur du fait que les habitants d'origine britannique qui vivent ici depuis longtemps soient considérés comme des membres à part entière de la société avec tous les droits et les devoirs que ceci implique. Pour la moitié des personnes interrogées, ceci devrait se produire après cinq ans de présence au plus tard.

L'afflux britannique est perçu comme positif pour le développement régional. Une grande majorité trouve ceci dans les domaines de la perte d'habitants, du développement économique régional et de la préservation du patrimoine immobilier. De plus, les habitants d'origine britannique contribuent à la prospérité des familles sur place : trois sondés sur dix ont déjà profité de la présence des Britanniques à un niveau financier moyen jusqu'au élevé.

Peur des étrangers

Environ un cinquième des personnes interrogées montrent de la peur à l'égard des habitants d'origine britannique ainsi que des tendances xénophobes. En comparaison avec une étude à l'échelle nationale portant sur les rapports entre autochtones et immigrés de quelque origine, ce pourcentage est assez faible. Cependant, ces réticences peuvent jouer un rôle dans des situations concrètes sur place, particulièrement lorsqu'il s'agit de personnes avec une position clé.

Ouverture d'esprit et confiance à l'égard des habitants d'origine britannique

Les sondés se voient eux-mêmes équipés d'une grande ouverture d'esprit et aussi d'une confiance à l'égard des habitants d'origine britannique : trois personnes interrogées sur quatre mandateraient un artisan britannique qui vit sur place. 70 % des sondés sont particulièrement

intéressés par un contact avec les habitants d'origine britannique. Au total, une ambiance positive régnerait – d'après les sondés – vis-à-vis d'eux dans la commune.

Facteurs favorisant et entravant une bonne cohabitation au sein de la commune

La moitié des personnes interrogées dit qu'une bonne cohabitation survient si on se rencontre lors d'occasions concrètes, par exemple dans une association, dans le cadre d'intérêts communs comme le sport ou la culture, ou dans la commune. Une langue commune est seulement évoquée en tant que deuxième aspect favorable. Dans le même temps, l'absence d'une langue commune est d'après trois sondés sur quatre le plus grand frein à une bonne cohabitation. On accorde donc un grand rôle à la langue dans le cadre de la cohabitation. En tout, seulement 16 % des personnes interrogées trouvent que les habitants d'origine britannique sont les seuls ou principaux responsables d'une bonne cohabitation.

Rôle de la commune

Le niveau de la commune est l'endroit où la présence d'habitants d'origine britannique est la mieux perçue et où les contacts ont souvent lieu. Les personnes interrogées voient les occasions concrètes, qui surviennent aussi dans le cadre de la vie publique sur place, comme le meilleur moyen de favoriser la bonne cohabitation avec les habitants d'origine britannique. Et dans le cas où ceux-ci se trouvent en difficulté, les personnes interrogées trouvent en grande majorité que de la solidarité devrait être montrée au sein de la commune : dans une grande mesure, par les voisins et les habitants de la commune, indépendamment du fait qu'ils soient d'origine française ou britannique, mais aussi par la mairie.

B Introduction

1 Cadre de l'étude

Depuis trente ans, les zones rurales de France connaissent une remarquable immigration de citoyens britanniques. A la recherche d'un meilleur cadre de vie pour eux-mêmes et leurs familles, certains veulent y passer une retraite agréable, tandis que d'autres viennent plus jeunes, parfois avec des enfants en âge d'être scolarisés, et doivent y gagner leur vie. On appelle également cette forme de migration « migration d'agrément » ou « lifestyle migration ». En somme et à l'échelle nationale, ce groupe de migrants est assez petit. Néanmoins, leur présence est clairement perceptible dans les petites communes rurales, qui représentent leurs destinations préférées. Ces communes se retrouvent dans l'inattendu rôle de société d'accueil. Dans le même temps, les autochtones se trouvent sur un pied d'égalité avec les habitants d'origine britannique. D'une part parce que ceux-ci sont, en tant que citoyens de l'Union Européenne, juridiquement égaux sur de nombreux points. D'autre part car ils sont généralement pourvus de ressources financières et se montrent actifs et entreprenants.

De telles formes de migration vont s'intensifier au sein de l'Union Européenne: la proportion de ceux qui ont des projets de vie individualisés et qui sont prêts à changer d'environnement durant une période de leur vie augmente. La mobilité, même transfrontalière, augmente: elle est rendue accessible grâce à des possibilités techniques au niveau de l'information, de la communication et du transport. En plus, le cadre juridique commun négocié à l'échelle nationale et européenne facilite l'installation dans un autre état membre de l'Union Européenne. Au niveau communal, ces conditions générales ne sont pas décidées mais au niveau local, on cohabite et on se rencontre.

Cette étude s'intéresse à ce que les habitants français pensent de la cohabitation avec les habitants d'origine britannique au sein de la commune. Comment estiment-ils la situation et qu'est-il nécessaire, selon eux, pour une bonne cohabitation ?

Afin de découvrir cela, une enquête par questionnaire a été effectuée au sein de sept communes en Bretagne et Aquitaine en 2011 (cf. chapitre B2) ; quasi 300 habitants ont participé. Cette enquête s'inscrit dans le cadre d'une thèse de doctorat au sein de l'Université de Münster (Allemagne) dans la discipline de la Géographie. Pour la thèse de doctorat, l'avis des habitants britanniques a également été consigné dans de nombreuses interviews, ces résultats ne sont pas encore disponibles. **Je tiens ici à remercier chaleureusement toutes les communes et maires pour leur soutien, de même que les nombreux habitants qui ont accordé de leur temps pour répondre aux questions.**

Une série de questions ont été choisies et sont souvent présentées de manière condensée dans le présent rapport de résultats. Les résultats ont été testés afin de voir si les personnes interrogées appartenant à un groupe sociodémographique précis, par exemple déterminé selon l'âge, ont répondu différemment des autres. De telles différences entre les groupes seront seulement évoquées dans le rapport si elles sont statistiquement significatives, c'est-à-dire contrôlées par le biais de méthodes statistiques et pas dues au hasard. Le procédé sera le même pour les différences entre Bretons et Périgourdin: elles seront seulement nommées si différences il y a, sinon la région ne sera pas évoquée.

Le rapport présente la structure suivante : dans un premier temps, il est décrit comment l'étude a été mise en œuvre et quelles caractéristiques sociodémographiques possèdent les personnes sondées. Le premier résultat traite des personnes interrogées, à savoir si elles-mêmes ont déjà séjourné dans un environnement étranger et si elles possèdent des contacts en dehors des alentours. A partir du second résultat, il est question de la cohabitation avec les habitants d'origine britannique dans la même commune : quel contact les personnes françaises interrogées ont-elles avec les nouveaux citoyens britanniques et quelle est son intensité ? Il est ensuite demandé quelles attentes les personnes sondées ont-elles quant à l'adaptation des Britanniques à la société d'accueil. Le quatrième point s'intéresse en détail aux évaluations de l'afflux britannique par les sondés : comment acceptent-ils leur implication au sein des structures sociales, comment leur présence est-elle évaluée, y-a-t-il des tendances xénophobes ou règne-t-il plutôt une ambiance d'ouverture d'esprit ? Ensuite, les estimations des personnes interrogées sur la manière dont une bonne cohabitation peut aboutir ou bien être entravée sont présentées. En dernier lieu, le rôle de la commune est abordé.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez la moindre question ou un problème de compréhension des résultats (✉ martina.kobras@wwu.de).

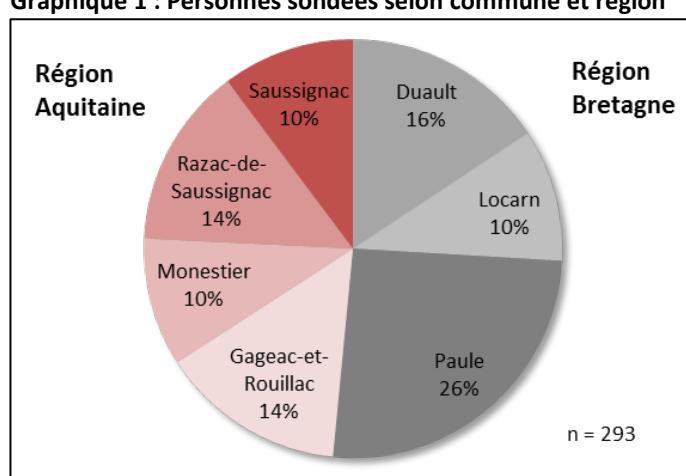
2 Description de la méthode - application de l'enquête par questionnaire

Pour cette étude, une enquête par questionnaire a été réalisée en janvier et février 2011, à savoir au total dans sept communes des deux régions faisant partie des études de cas :

- en Aquitaine, dans le département de la Dordogne, dans le Pays du Grand Bergeracois : les quatre communes Gageac-et-Rouillac, Monestier, Razac-de-Saussignac et Saussignac;
- en Bretagne, dans le département des Côtes-d'Armor, dans le Pays Centre Ouest Bretagne : les trois communes Duault, Locarn et Paule.

Ces communes ont été choisies car elles peuvent être perçues comme des destinations typiques pour les migrants d'agrément britanniques : elles sont situées en zone rurale et sont, avec moins de 800 habitants, plutôt à taille humaine. L'immigration britannique a commencé dans les années quatre-vingt et entretemps, les habitants britanniques y vivent de manière permanente représentent entre 5 et 15 % de la population. Des raisons d'ordre pratique supplémentaires pour le choix de ces communes étaient que les mairies étaient d'accord avec l'étude et ont garanti leur soutien.

Graphique 1 : Personnes sondées selon commune et région



Sur base des listes électorales communales, 40 % des citoyens français inscrits dans ces sept communes ont été tirés au sort en tant qu'échantillon aléatoire, moyennant quoi 950 questionnaires au total leur ont été adressés. Ceux-ci ont été distribués personnellement et si possible collectés par la suite, les questionnaires pouvaient également être déposés dans les mairies. 293 personnes ont participé à l'enquête (cf. graphique 1) ; le taux de réponse

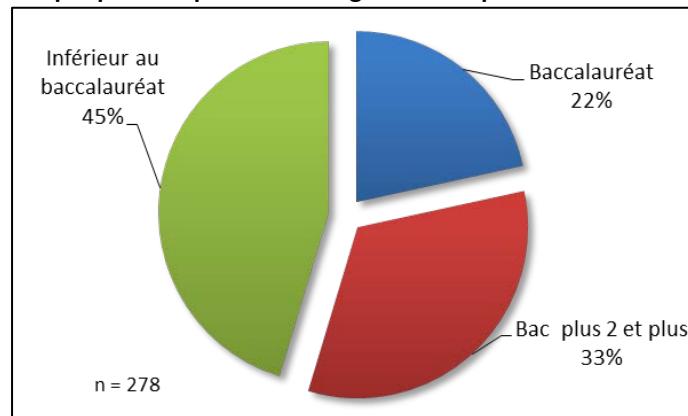
s'élève à 31%, ce qui est un bon résultat pour une étude sociologique et compte tenu de la longueur du questionnaire.

Le questionnaire a été conçu de façon à ce qu'il soit complété par les personnes sondées sans aucune assistance. La plupart des questions étaient structurées de telle sorte que l'approbation personnelle par rapport aux différentes déclarations était demandée, à savoir sur une échelle à six niveaux allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord ». Etant donné l'absence de position intermédiaire, les personnes interrogées devaient en tout cas adopter une position tendant légèrement vers l'approbation ou le refus.

3 Description de l'échantillon – caractéristiques sociodémographiques des personnes sondées

Les 293 personnes participantes peuvent être décrites selon des critères sociodémographiques. Ainsi, presqu'autant de Bretons que de Périgourdins ont participé, il en va de même pour les hommes et femmes. Il existe une grande amplitude au niveau de l'âge: les personnes interrogées étaient âgées entre 19 et 95 ans, la moyenne d'âge était de 54 ans.

Graphique 2 : Diplôme d'enseignement le plus élevé



En ce qui concerne le diplôme le plus élevé, 45 % des sondés ont un diplôme inférieur au baccalauréat, un cinquième possède le baccalauréat comme diplôme le plus élevé, un tiers a étudié au moins deux ans (cf. graphique 2). Les diplômes de l'enseignement sont clairement en corrélation avec l'âge : plus les sondés sont jeunes, plus il est fréquent qu'ils aient au moins atteint le baccalauréat – une éducation plus élevée est donc plus répandue aujourd'hui.

A la question sur les revenus, il a été demandé le revenu net par foyer, incluant d'éventuelles aides sociales comme les allocations familiales ; quatre personnes sur cinq ont répondu : environ 30 % avaient jusqu'à 1.500 EUR par mois à leur disposition, presque un quart des personnes interrogées avaient entre 1.500 et 2.500 EUR ; plus d'un quart peut disposer de plus de 2.500 EUR net par mois.

Lorsqu'on compare les sondés bretons et périgourdins, on remarque surtout la ressemblance : que ce soit dans les paramètres âge, sexe, diplôme le plus élevé et même revenus, il n'y a presqu'aucune différence. Claires et également statistiquement significatives¹ sont les différences parmi les catégories socioprofessionnelles : les personnes interrogées en Aquitaine étaient plus souvent cadres supérieurs ou bien exercent une profession intellectuelle ou intermédiaire ; les personnes interrogées en Bretagne étaient plus souvent employés ou agriculteurs exploitant – pour les agriculteurs, c'était valable aussi bien parmi la population active que parmi celle de plus de 65 ans.

¹ Cela signifie que les réponses données à fréquence variable ne sont plus aléatoires et ne diffèrent plus au niveau de quelques mentions, mais bien que ces différences dépassent ou n'atteignent pas une valeur calculée statistiquement, à partir de laquelle il est clair qu'une corrélation existe entre les réponses.

C Résultats

1 Sociosphères - expérience antérieure avec l'étrangeté

Une question théorique dans le cadre de l'étude était de voir si l'attitude à l'égard des habitants britanniques dans la commune varie selon si la personne interrogée a elle-même une sphère sociale ou « sociosphère » qui est plutôt concentrée sur les environs ou qui a une dimension nationale/internationale. En principe, les sociosphères reflètent les expériences personnelles avec l'étrangeté et la différence, acquises par exemple dans le cadre de séjours prolongés à l'étranger et également par le biais de la portée géographique des contacts sociaux. Même dans le contexte rural, chacun a une sphère sociale individuelle qui peut être plus ou moins large géographiquement en fonction des intérêts et des possibilités. Sur place, cela signifie que des personnes avec des styles de vie très différents peuvent vivre en tant que bons voisins à proximité immédiate, même si les relations sociales sont plutôt ancrées au niveau local chez un, et s'étendent peut-être dans le monde entier chez l'autre.

C'est pourquoi c'est la première tâche d'établir quelles sociosphères les personnes interrogées possèdent ; une seconde question est de vérifier de façon continue s'il existe une relation entre la sociosphère et l'acceptation des habitants britanniques de la commune.

Méthode en bref

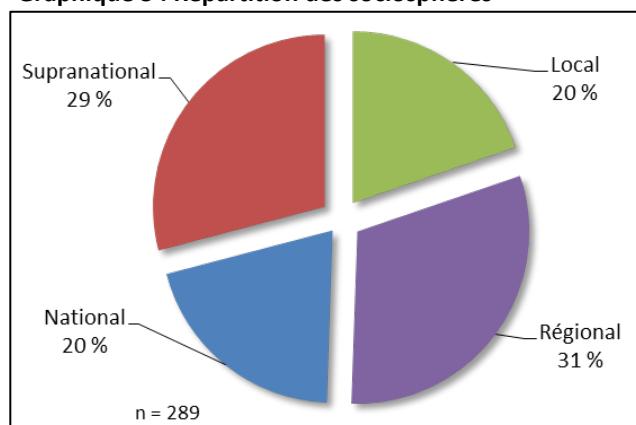
Afin d'établir la sociosphère individuelle de chaque personne interrogée, cinq variables ont été combinées, pondérées et à partir de là, une valeur pour chaque personne sondée a été calculée. Les variables suivantes doivent appréhender l'expérience personnelle passée et actuelle avec l'étrangeté :

- Séjours prolongés en dehors de la région ou bien de France ;
- Mobilité pendant le temps libre ;
- Préférence pour les voyages, portée ;
- Où les amis et connaissances habitent-ils ou bien dans quelle mesure sont-ils dispersés ?

Le résultat est une échelle métrique allant de 0 à 5 qui a été divisée en classes pour une meilleure compréhension.

Le résultat de l'examen des sociosphères est le suivant (cf. graphique 3) : environ la moitié des personnes interrogées a un cadre de référence de la sphère sociale se situant sous le niveau national ; environ 20 % des personnes interrogées se déplacent et restent aussi volontairement plutôt dans les environs, leur expérience dans un milieu étranger est très faible.

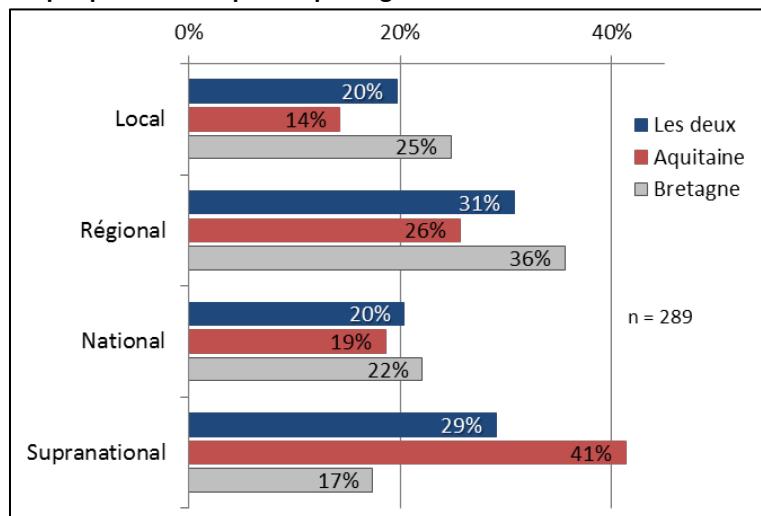
Graphique 3 : Répartition des sociosphères



Pour trois personnes interrogées sur dix, la région est le point de référence. Un cinquième des personnes sondées s'oriente vers la France entière, on reconnaît et apprécie l'hétérogénéité, telle qu'elle existe dans l'Etat et le pays d'immigration qu'est la France. En revanche, 29 % des sondés possèdent de vraies références supranationales. L'étendue des sociosphères est légèrement en corrélation avec une éducation et un revenu plus élevés.

Il y a des disparités régionales claires dans la question des sociosphères² (cf. graphique 4). Six Bretons interrogés sur dix ont une sociosphère plutôt restreinte: un quart a une sociosphère locale, 36 % une régionale. Par contre, seulement 17 % des personnes sondées, c'est-à-dire un sixième, ont une sociosphère supranationale. Vice versa, seulement 14 % des sondés d'Aquitaine ont une sociosphère locale et 25 % une régionale. La répartition ici tend sensiblement vers la sociosphère supranationale que 41 % des Périgourdin interrogés possèdent.

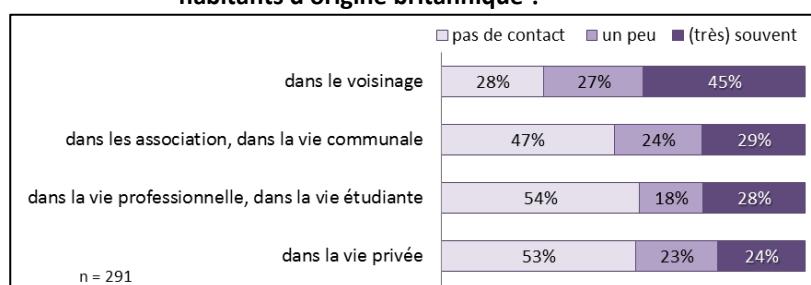
Graphique 4 : Sociosphères par région



2 Contact entre les habitants français et britanniques

Même si des habitants britanniques résident dans la commune, cela ne signifie pas forcément que la population locale se mêle aux nouveaux venus. Plus le contact entre eux est intensif et important, plus les gens l'ont décidé activement, c'est-à-dire de manière volontaire. C'est pourquoi l'étude analyse où on se rencontre au niveau local et quelle est l'intensité de ce contact.

Graphique 5 : Où la population est-elle en contact avec des habitants d'origine britannique ?



En premier lieu, il a été demandé dans quel cadre la population locale est en contact avec les habitants d'origine britannique³ (cf. graphique 5). Il résulte que presqu'une personne sondée sur deux entretient (très) souvent des contacts dans le voisinage⁴. Plus d'une personne sur quatre rencontre des habitants d'origine britannique (très) souvent dans le cadre associatif ou au sein de la vie communale, tout comme dans la vie professionnelle ou étudiante.

² Les différences ici sont hautement significatives, ce qui veut dire que la probabilité de se tromper en acceptant une corrélation est inférieure à 0,05 %.

³ Pour chaque cadre, on pouvait indiquer de 0 (jamais de contact) à 5 (contact très souvent) sur l'échelle; les valeurs de l'échelle ont été compilées de la façon suivante : 0 = jamais; 1+2 = rarement; 3-5 = souvent voire très souvent.

⁴ On peut donc en conclure que les voisins d'habitants britanniques étaient particulièrement intéressés par la participation à l'étude.

Presqu'un quart des personnes interrogées ont (très) souvent des fréquentations dans la sphère privée.

Ensuite, une échelle homogène a été établie à partir de nombreuses questions individuelles qui donnent des renseignements sur le contact avec les habitants d'origine britannique.

Méthode en bref

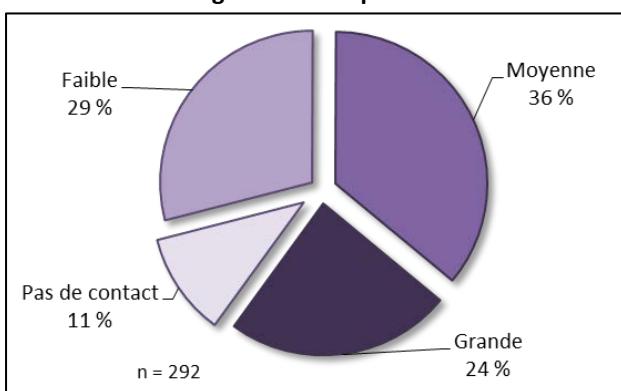
Afin d'obtenir l'intensivité individuelle des contacts, plusieurs variables ont été combinées, pondérées et à partir de là, une valeur pour chaque personne sondée a été calculée. Les variables suivantes doivent appréhender l'intensité des contacts avec les habitants d'origine britannique:

- Connaissance de noms et prénoms de personnes britanniques ;
- La fréquence maximale de contact dans le cadre du travail, de l'école, des études ; de la vie associative et communale ; du voisinage et de la vie privée ;
- A quelle fréquence on se rencontre dans la vie privée ?
- Déclarations sur l'intensité du contact et si les habitants d'origine britannique jouent un rôle dans la vie quotidienne.

Le résultat est une échelle métrique allant de 0 à 5 qui a été divisée en classes pour une meilleure compréhension.

On peut retenir les résultats suivants (cf. graphique 6) : une faible part de 11 % des personnes interrogées n'a pas de contact, ou peut-être seulement de manière fortuite, avec les habitants d'origine britannique⁵. Trois personnes interrogées sur dix sont en contact avec eux sporadiquement : ils connaissent quelques noms de concitoyens britanniques, les rencontrent peut-être de temps à autre dans le cadre de festivités locales mais sinon, l'intensité de contact est plutôt faible. La plus grande partie des personnes interrogées, c'est-à-dire 36 %, entretient un contact

Graphique 6 : Intensité du contact avec des habitants d'origine britannique



d'intensité moyenne avec les habitants d'origine britannique : ici, la perception est clairement plus marquée ; peut-être par le biais du voisinage ou d'une association, on en vient occasionnellement à des invitations privées. Un quart des personnes interrogées entretiennent un contact intensif : les rencontres sont plus fréquentes et apparemment régulières, être souvent invité chez l'autre n'est pas inhabituel, de telle sorte que le contact acquiert une importance dans le quotidien.

L'intensité du contact est en corrélation avec la sociosphère: plus celle-ci est large, plus l'intensité du contact est grande. En Aquitaine, on rencontre le plus fréquemment une intensité de contact moyenne. Cette position intermédiaire n'apparaît que rarement en Bretagne : les personnes interrogées ont soit pas ou peu de contact, soit un contact intensif⁶.

On peut se demander si les habitants français qui parlent anglais ont plus de contact avec les habitants d'origine britannique. En effet, les connaissances personnelles de la langue anglaise

⁵ En réalité, cette part est probablement plus grande, si on part du principe que des personnes ayant un contact personnel avec des habitants d'origine britannique sont particulièrement intéressées par l'étude et ont pour cette raison complété le questionnaire.

⁶ Ces différences régionales sont statistiquement significatives.

sont en corrélation avec l'intensité de contact⁷: plus les connaissances linguistiques sont bonnes, plus il est fréquent que l'intensité de contact soit haute. Mais cela ne signifie pas que les personnes interrogées n'ayant aucune connaissance d'anglais n'aient pas du tout de contact avec les habitants d'origine britannique : quatre personnes interrogées sur cinq sans connaissance linguistique sont en contact avec eux, même s'ils ne savent pas communiquer en anglais ensemble.

3 Attentes quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique

Lorsque des gens émigrent dans un pays ou aussi une commune, ils emmènent dans un premier temps avec eux des habitudes de vie qu'ils entretenaient dans leur pays ou région d'origine et qui étaient utiles là-bas : évidemment les connaissances linguistiques, le contact avec les compatriotes, les racines culturelles, valeurs, traditions, habitudes, l'organisation du quotidien, les habitudes dans l'interaction avec les autres. Normalement, on en vient au fil du temps à des adaptations plus ou moins fortes de la part des nouveaux arrivants aux personnes établies depuis longtemps, mais ces dernières s'habituent également à des choses qui leur paraissaient nouvelles et inhabituelles au début.

Dans le cadre de cette étude, il a été demandé à la population locale dans quelles situations et domaines elles voient une ou aucune nécessité que les nouveaux citoyens britanniques s'adaptent à leur nouvel environnement, dans le but d'obtenir une bonne cohabitation à l'échelle locale. Ces estimations ont été plus précisément demandées dans les domaines de l'apprentissage de la langue française, des contacts sociaux avec des Français ou bien d'autres Britanniques sur place, et également de l'adaptation culturelle.

Une théorie avance qu'on peut différencier ces attentes émanant de la société d'accueil en fonction de la « direction » vers laquelle les nouveaux arrivants devraient s'orienter : uniquement vers la société d'accueil, de telle sorte que la langue, le contact social et le bagage culturel se rapprochent toujours plus du standard français ; ou une double orientation est tolérée, ce qui signifie qu'il est considéré comme peu problématique lorsque des habitants d'origine britannique entretiennent les compétences linguistiques des deux pays, lorsqu'elles ont des contacts aussi bien avec des Français qu'avec des Britanniques sur place et n'abandonnent pas complètement leurs racines culturelles. Une troisième possibilité d'orientation, préférée par la population locale – est que les habitants d'origine britannique ne se tournent pas du tout vers la nouvelle société, mais qu'ils vivent plutôt séparés et sans contact avec la société d'accueil ; cela signifierait également que les habitants d'origine britannique ne devraient ni s'engager, ni s'immiscer au niveau local.

Ces attitudes et souhaits ont été analysés à l'aide de nombreuses questions et combinés par un procédé statistique.

Méthode en bref

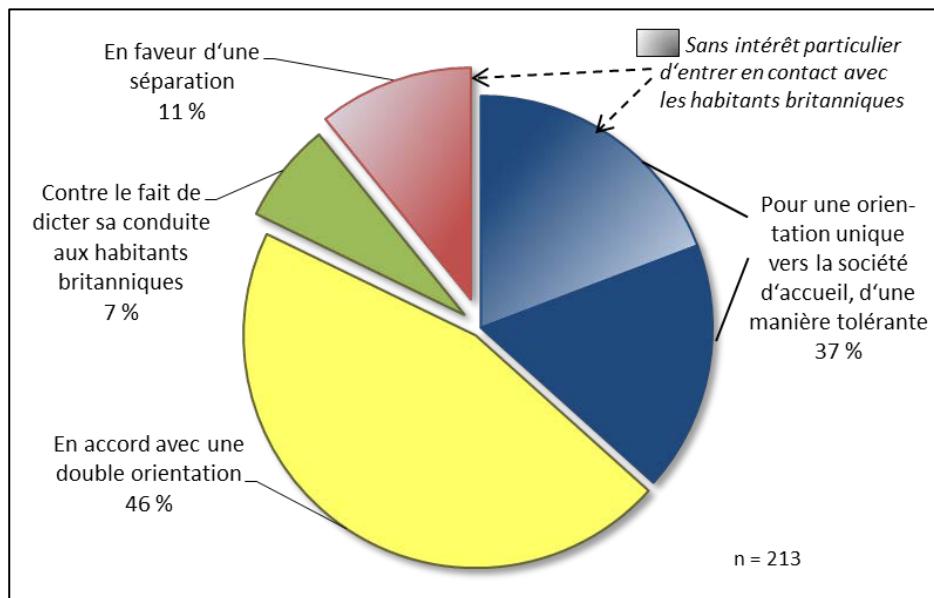
Une analyse typologique a été réalisée; une telle analyse compile une série de questions de telle sorte que des groupes de personnes interrogées qui ont répondu de manière semblable émergent. Dans un premier temps, une analyse typologique a été réalisée pour chacun des trois domaines langue, contacts sociaux et culture. Ensuite une telle analyse a été effectuée en englobant les trois domaines. Pour le dernier, onze questions ont été choisies : quatre dans le domaine de la langue, quatre dans le domaine des contacts sociaux, deux dans le domaine culturel et une pour la question de savoir si on est soi-même intéressé par la rencontre avec des habitants d'origine britannique.

⁷ Cette relation est statistiquement hautement significative.

Dans le cadre d'une analyse typologique, c'est incertain dans un premier temps comment les groupes se composent et si les hypothèses théoriques émises au préalable refont surface après que les questions aient été posées. Ici aussi, un groupe qu'on n'avait pas envisagé est apparu ; mais tous les autres entrent dans le schéma tel qu'il a été décrit plus haut.

Ci-dessous figure le résultat de l'analyse typologique global portant sur les attentes de la population française quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique (cf. graphique 7) :

Graphique 7 : Attentes quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique à la société d'accueil



37 % des personnes interrogées se prononcent pour une orientation unique des habitants d'origine britannique vers la société d'accueil française, toutefois d'une manière plutôt ouverte et tolérante : les habitants britanniques ne doivent en aucun cas abandonner leurs racines culturelles et il est accepté qu'ils aient aussi des contacts avec leurs compatriotes sur place. Mais il est important pour ce groupe des sondés que les habitants d'origine britannique privilégient le contact avec les Français et qu'ils maîtrisent très bien la langue française. La moitié de ce groupe est intéressée par le contact avec des habitants britanniques, l'autre pas vraiment.

Le groupe le plus important avec 46 % comprend les personnes interrogées qui sont d'accord avec une double orientation des habitants d'origine britannique. Dans toutes les questions ayant trait à la langue, aux interactions et à la culture, il est totalement accepté que la partie française soit adoptée mais également que la partie britannique apportée avec soi continue à être entretenue. Ces personnes interrogées sont intéressées par un contact personnel avec les habitants d'origine britannique.

11 % des personnes sondées préféreraient que les habitants d'origine britannique mènent un mode de vie séparé dans le cadre duquel ils ne seraient en contact ni avec la langue française, ni avec leurs concitoyens français, ni avec la culture française. Ces personnes interrogées ne souhaitent aucun contact personnel avec les habitants d'origine britannique.

Plutôt étonnante est l'apparition d'un groupe avec 7 % de personnes sondées qui acceptent volontiers un contact avec les nouveaux citoyens britanniques et qui, dans le même temps, ne veulent leur dicter aucune règle sur la façon dont ils devraient vivre. Ils laissent les Britanniques totalement libres sur la façon dont ils devraient faire avec les ajustements et leur mode de vie.

Ces personnes interrogées s'apparentent, dans leur ouverture d'esprit, au groupe avec la double orientation, toutefois plus radicalement.

Ces groupes sont en corrélation avec diverses données sociodémographiques, ce qui se voit le mieux dans le cluster avec la double orientation : ce groupe compte le plus souvent particulièrement des personnes interrogées qui sont plus jeunes, qui présentent une éducation et des revenus plus élevés et qui – et ceci est même statistiquement hautement significatif – ont une sociosphère plus large.

En conclusion, on peut dire qu'il est pour la plupart des personnes interrogées hors de question que les habitants d'origine britannique continuent à utiliser la langue anglaise, qu'ils aient des contacts avec leurs compatriotes sur place et qu'ils ne nient pas leurs racines culturelles; ceci ne leur est pas contesté. Plus important encore est le fait qu'ils souhaitent plus de contact et de possibilités d'entente avec les nouveaux venus et qu'ils voient en cela un élément important pour une bonne cohabitation.

4 Acceptation des habitants d'origine britannique par la population française

Les habitants d'origine britannique viennent d'un pays qui est membre de l'Union Européenne. De ce fait, il en résulte pour eux un cadre juridique qui les assimile dans de nombreux domaines aux citoyens français de la commune, par exemple dans le cadre d'un permis de séjour et de travail, ou bien la revendication de prestations publiques comme la scolarisation des enfants britanniques ou les services de l'agence pour l'emploi pour un recrutement. Il existe également des accords entre les systèmes de sécurité sociale britannique et français au point de vue des caisses d'assurance maladie qui règlent la participation des citoyens britanniques aux systèmes français. Les citoyens britanniques ont évidemment le droit d'acquérir des biens immobiliers en France.

Toutes ces régulations sont décidées à l'échelle nationale voire européenne ; le niveau local n'a aucune influence dessus, même si les nouveaux citoyens et la société d'accueil se rencontrent là-bas. Néanmoins, on peut demander ce que la population locale pense de l'implantation et la participation des citoyens britanniques et comment ils évaluent ceci.

4.1 Acceptation au sein des structures sociales

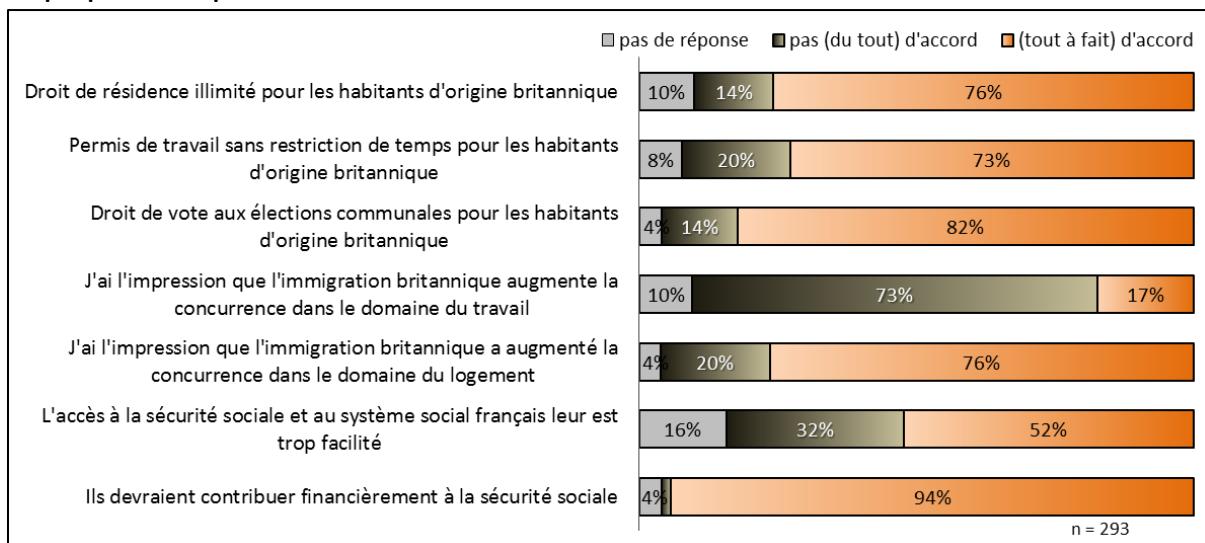
On observe une grande approbation concernant le droit de résidence et le permis de travail sans restriction dans le temps : environ trois personnes interrogées sur quatre sont favorables⁸. Il y a autant de personnes sondées qui trouvent que les habitants d'origine britannique n'ont pas augmenté la concurrence sur le marché du travail. 82 % des personnes interrogées sont même favorables au droit de vote lors des élections communales (cf. graphique 8).

Les sondés voient également des difficultés dans certains domaines. Environ trois personnes interrogées sur quatre pensent que l'immigration britannique a augmenté la concurrence dans le domaine du logement. Et comme c'est souvent le cas lorsque des migrants arrivent quelque part, la question portant sur la participation au système social français est la plus sujette à discussion : la moitié des sondés trouve que son accès est trop facilité pour les habitants britan-

⁸ La plupart des questions était formulée sous forme de dénominations auxquelles on pouvait donner son avis grâce à une échelle allant de 0 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord). Etant donné l'absence de position intermédiaire, les personnes interrogées devaient au moins se décider tendanciellement pour l'approbation ou le refus. Dans ce qui suit, les résultats seront présentés en fonction de cette dichotomie.

niques ; presque toutes les personnes interrogées exigent une contribution financière à la sécurité sociale.

Graphique 8 : Acceptation au sein des structures sociales



C'est une question essentielle de savoir si les nouveaux citoyens d'un pays ou d'une commune doivent être traités comme des membres à part entière de la société, et à quelle vitesse ceci doit arriver. La grande majorité (86 %) des personnes interrogées se prononcent pour le fait que les habitants d'origine britannique qui sont établis depuis longtemps soient traités comme des membres à part entière de la société, avec tous les droits et devoirs que cela implique. A la deuxième question portant sur l'aspect temporel, la moitié des réponses indique un laps de temps jusqu'à cinq ans inclus, un autre quart jusqu'à dix ans et le dernier quart est favorable à ce que la reconnaissance en tant que membre à part entière de la société s'effectue seulement après dix ans. Plus l'approbation est grande à la première question, plus le temps minimum exigé est court⁹.

4.2 Evaluation de la présence

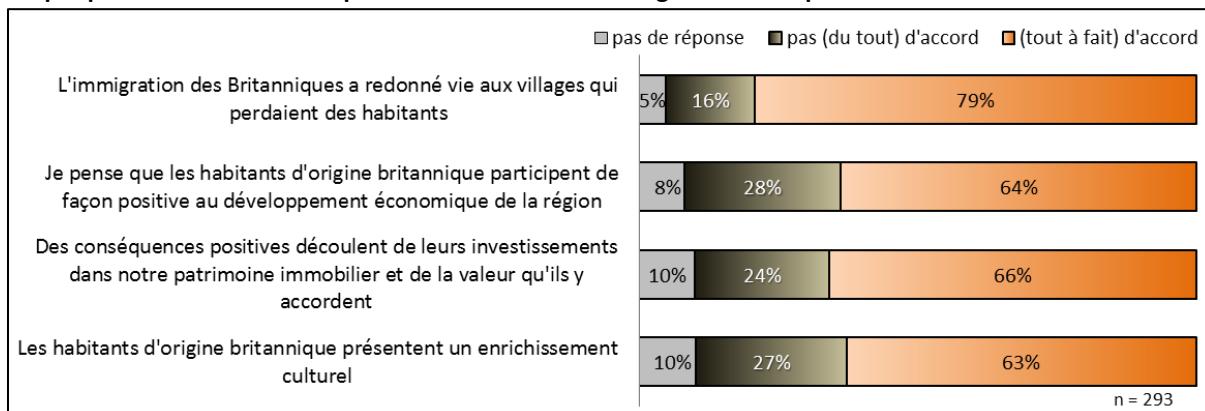
Plusieurs questions se réfèrent à l'influence des habitants britanniques sur le développement régional, ce qui est perçu de façon clairement positive par la plupart des sondés (cf. graphique 9) : quatre personnes interrogées sur cinq trouvent que l'immigration des Britanniques a redonné vie aux villages qui perdaient des habitants ; sachant que ceci – statistiquement hautement significatif – est particulièrement perçu en Bretagne. Environ deux tiers des personnes interrogées voient un impact positif des habitants d'origine britannique respectivement dans le développement économique de la région, la préservation du patrimoine immobilier et un enrichissement culturel.

Une autre dimension met en lumière la question de savoir si on a déjà profité personnellement à un niveau financier – direct ou indirect – de la présence des habitants britanniques (cf. graphique 10). Presque la moitié des personnes interrogées excluent ceci pour elles-mêmes. Néanmoins, 11 % des sondés disent qu'ils ont un peu profité à un niveau financier, et trois personnes

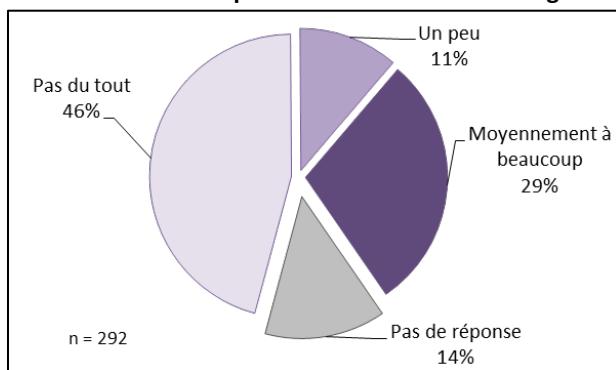
⁹ Cette corrélation est statistiquement hautement significative.

sur dix ont profité à un niveau moyen voire haut¹⁰. En conséquence, l'immigration britannique contribue directement à la prospérité locale des familles sur place.

Graphique 9 : Evaluation de la présence des habitants d'origine britannique



Graphique 10 : Profit personnel à un niveau financier – direct ou indirect – de la présence des habitants d'origine britannique



4.3 Peur des étrangers et priviléges pour les autochtones

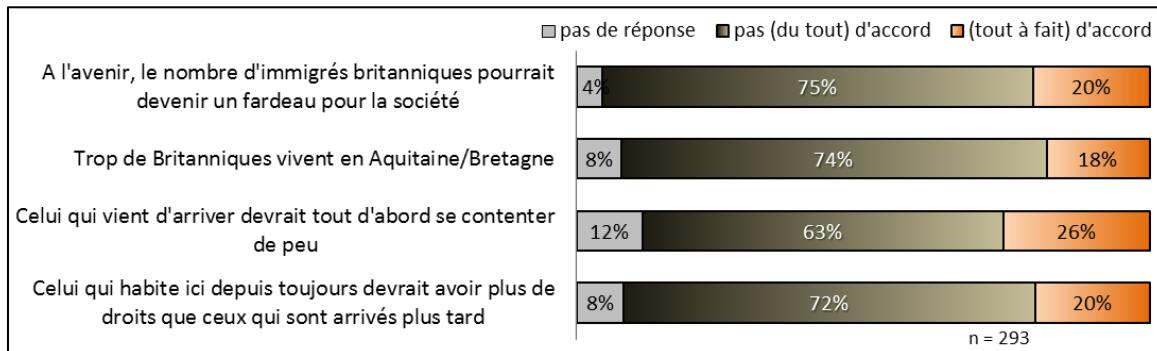
Un des objectifs de l'étude est de montrer autant que possible les états d'âme de la société d'accueil locale par rapport aux habitants britanniques. C'est pourquoi il y a des questions dans le questionnaire qui énoncent les peurs face à une proportion « excessive » d'étrangers, les peurs face aux habitants d'origine britannique, mais également des questions qui thématisent la sérénité, l'ouverture d'esprit et une cohabitation relativement peu problématique. Ceci va être présenté dans les deux sous-chapitres suivants. En outre, les peurs représentées ici vont être mises en relation avec les découvertes d'une étude représentative qui a eu lieu dans toute la France.

Des études ont souvent recours aux deux premières affirmations du graphique (cf. graphique 11) afin de mettre en évidence des tendances xénophobes. Il serait illusoire de croire que de telles tendances n'existent absolument pas dans une société. Dans la situation avec les habitants d'origine britannique dans la commune, l'approbation de déclarations xénophobes s'élève à 18%-20%. C'est relativement faible en comparaison à des études représentatives portant sur la France entière, dans lesquelles la déclaration « Trop d'étrangers vivent en France » a été ap-

¹⁰ La possibilité de réponse sur une échelle allant de 0 à 5 à été réinterprétée de la façon suivante: 0 = pas du tout profité; 1+2 = un peu profité; 3-5 = profité moyennement à beaucoup.

prouvé par presqu'une personne interrogée sur deux¹¹. Ainsi, les résultats de la présente étude sont deux fois plus bas que les valeurs de référence à l'échelle nationale qui se rapportaient à tous les immigrants de la même façon. Une possible explication est que la différence culturelle vis-à-vis des immigrants britanniques est perçue comme plus faible.

Graphique 11 : Les peurs des étrangers et priviléges pour les autochtones



Les deux dernières affirmations tournent autour des priviléges pour la population établie, c'est-à-dire pour ceux qui habitent sur place depuis toujours. Ici, l'approbation s'élève à 20%-26%. Toutes les quatre questions sont le plus en corrélation avec la sociosphère des personnes interrogées : les sondés avec peu d'expérience personnelle dans un environnement étranger montrent plus d'attitudes xénophobes. Et ils saluent une attitude qui apporte des avantages à ceux qui ont un style de vie sédentaire. Une seconde corrélation se rapporte à la région : les personnes bretonnes interrogées montrent toujours un peu plus d'approbation face à des affirmations xénophobes; c'est statistiquement significatif dans la déclaration « A l'avenir, le nombre d'immigrés britanniques pourrait devenir un fardeau pour la société » et dans l'affirmation « Celui qui habite ici depuis toujours devrait avoir plus de droits que ceux qui sont arrivés plus tard ».

Malgré l'approbation relativement basse des affirmations xénophobes, on peut retenir qu'il existe des attitudes hostiles chez environ un cinquième de la population autochtone et qu'elles jouent certainement un rôle dans le contact avec les habitants d'origine britannique. Particulièrement si ces personnes occupent un poste clé au sein de la mairie, dans la vie communale ou associative.

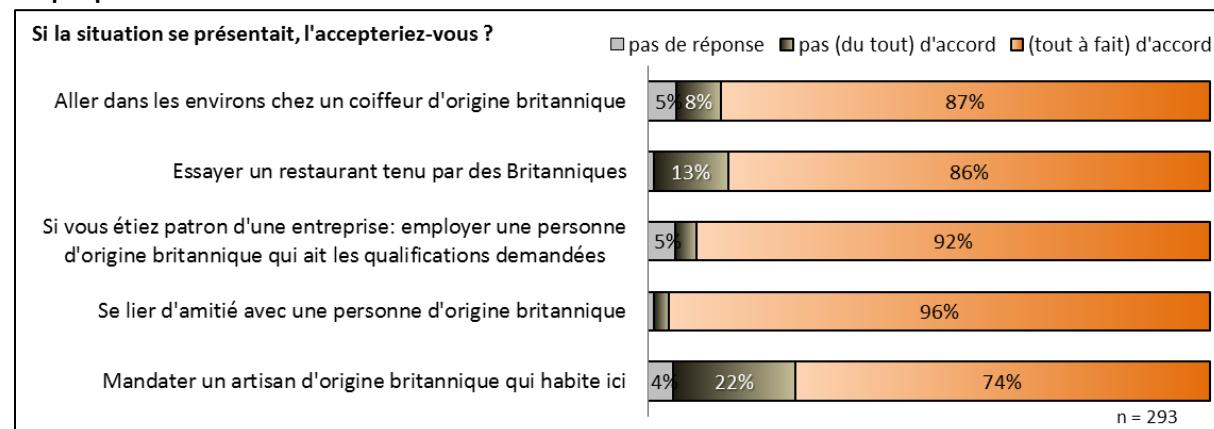
4.4 Ouverture d'esprit et confiance

Il doit également être documenté dans l'étude si et dans quelle mesure la population locale est ouverte à l'immigration britannique. Ceci a été formulé à plusieurs endroits dans le questionnaire. Une série de questions se référaient à la façon dont on réagirait si on était dans des situations et interactions concrètes avec des habitants d'origine britannique qui exigent un certain niveau de confiance et de fiabilité. Beaucoup de personnes interrogées, plus de 85 %, acceptent les situations avec un engagement limité – comme aller chez un coiffeur d'origine britannique ou dans un restaurant tenu par des Britanniques. Encore plus de sondés, 92 %-96 %, seraient prêts, en tant que patrons d'une entreprise, à employer des personnes d'origine britannique qui ont les qualifications requises ou à se lier d'amitié avec des habitants britanniques. Les deux situations

¹¹ Cette étude a eu lieu dans le cadre de l'European Value Survey en 2008, l'approbation de cette question s'élevait à 48 % des sondés (cf. Pierre Bréchon, Jean-François Tchernia, *La France à travers ses valeurs*. Paris, Armand Colin, 2009).

ont un caractère hypothétique ; quant à savoir si cela se produirait en réalité, c'est une autre histoire – mais la bonne volonté de principe est énorme. La situation ayant trait à mandater un artisan d'origine britannique qui habite ici est nettement plus réaliste et également liée à l'engagement. Trois personnes interrogées sur quatre y seraient prêtes.

Graphique 12 : Situations de confiance et de fiabilité



A la question déjà mentionnée concernant les attentes quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique à la société d'accueil (cf. chapitre C 3), l'intérêt pour le contact avec les Britanniques est également évoqué. 30 % des sondés ne montrent pas d'intérêt particulier pour un contact avec eux. En contrepartie, sept personnes interrogées sur dix sont expressément intéressées – un signe important de l'ouverture d'esprit de la nette majorité des sondés.

Dans l'appréciation générale sur la cohabitation avec les habitants d'origine britannique, les réponses sont plutôt positives. Questionnés sur ce qu'ils pensent personnellement du fait que des personnes d'origine britannique vivent ici, la valeur moyenne des réponses donne une grande valeur de 4,2 sur maximum 5 valeurs présentes sur l'échelle¹². Ceci montre une attitude positive et sereine face aux habitants d'origine britannique. L'évaluation diminue d'un point entier lorsqu'il est demandé ce que les autres habitants de la commune en pensent supposément ; la valeur moyenne s'élève ici à 3,1. Cette évaluation est également supérieure à la moyenne, il est donc supposé qu'il règne une ambiance positive envers les habitants d'origine britannique ici dans la commune.

5 Facteurs favorisant et entravant une bonne cohabitation

Une bonne cohabitation des citoyens est certainement un des objectifs fondamentaux de chaque commune. Dans les communes avec une immigration importante, on peut se demander s'il y a des aspects spécifiques qui permettent ou peuvent freiner la cohabitation avec les nouveaux arrivants. Il a donc été demandé dans le questionnaire quels moyens – du point de vue subjectif des personnes interrogées – permettent une bonne cohabitation avec les habitants d'origine britannique et quels aspects la freinent. On peut déduire des conseils des résultats suivants dans le cas où on souhaiterait encourager la cohabitation de manière active.

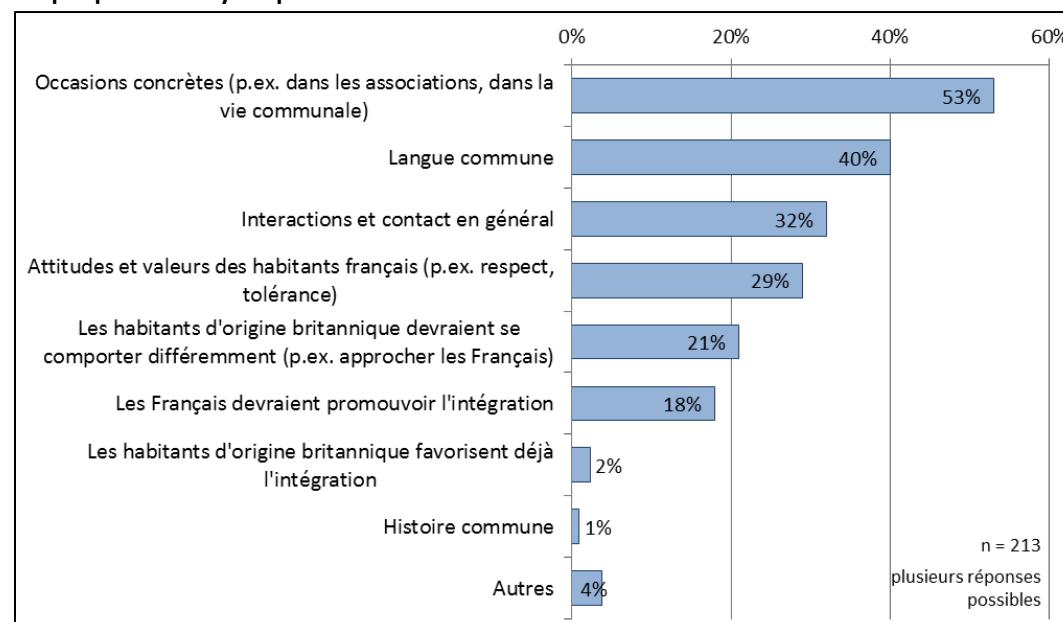
Aucune catégorie de réponses n'a été imposée, les personnes interrogées pouvaient écrire ce qui leur venait à l'esprit; ces réponses ouvertes ont été dans un premier temps groupées thémati-

¹² Les valeurs extrêmes de l'échelle sont nommées de la façon suivante: 0 = c'est une très mauvaise chose; 5 = c'est très bien.

quement. Plusieurs réponses étaient possibles. 213 sondés ont répondu à la première question et 215 à la deuxième.

A la question sur les moyens, l'aspect cité le plus important – par la moitié des sondés – est qu'une bonne cohabitation pourrait survenir si on se rencontrait lors d'occasions concrètes, par exemple dans une association, dans le cadre d'intérêts communs comme le sport et la culture, ou dans la vie publique au sein de la commune (cf. graphique 13). Une langue commune est seulement citée en deuxième position, par 40 % des personnes sondées, dont presque la moitié mentionne explicitement que les habitants d'origine britannique devraient parler français. Un tiers des sondés trouve que d'une manière très générale, les interactions et le contact pourraient aider la cohabitation. Presque 30 % des personnes interrogées notent que les habitants français devraient montrer des attitudes et valeurs telles que le respect, la tolérance et la politesse. L'aspect suivant s'adresse aux habitants d'origine britannique qui devraient se comporter autrement : approcher les Français, participer à l'économie régionale, se tenir aux lois françaises. Presque 20 % des personnes interrogées trouvent important que les Français favorisent activement l'intégration de leur côté et cherchent le contact.

Graphique 13 : Moyens permettant une bonne cohabitation



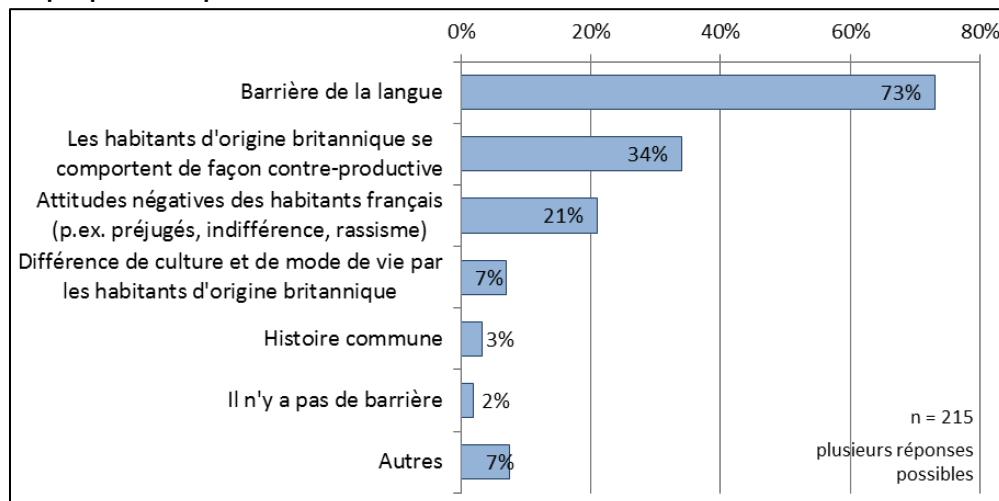
Parmi les aspects qui freinent une bonne cohabitation (cf. graphique 14), la barrière de la langue est considérée comme le plus important : trois personnes sondées sur quatre mentionnent ceci. Lorsqu'on rassemble les deux questions sur la bonne cohabitation¹³, il y a même 87 % des sondés qui mentionnent la langue. La langue comme moyen d'échange – indépendamment de si on veut l'utiliser – semble être cruciale pour les personnes interrogées. Comme le deuxième plus important aspect freinant, un tiers des sondés mentionnent le fait que les Britanniques montrent un comportement déficitaire : ils resteraient entre eux et ne seraient pas présents. Un bon cinquième des sondés dénoncent les attitudes négatives des Français : ils seraient empreints de préjugés, d'indifférence et de racisme.

Les réponses ouvertes aux deux questions s'adressent très souvent – et sans que cela soit implicite dans la question – à quelqu'un qui devrait faire plus pour la réussite de la cohabitation, qui

¹³ Cette étape de la recherche n'est pas présentée ici.

serait responsable. C'est pourquoi les réponses ont été une nouvelle fois évaluées, à savoir si quelqu'un était directement interpellé et si oui, qui¹⁴.

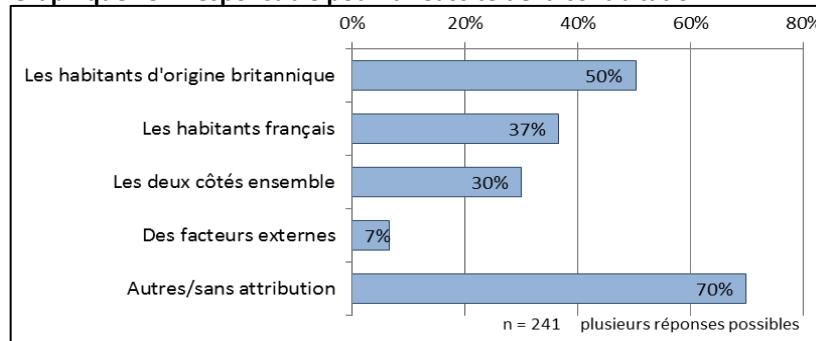
Graphique 14 : Aspects freinant une bonne cohabitation



Une personne interrogée sur deux nomme ici les habitants d'origine britannique ; un bon tiers des sondés s'adressent aux Français et 30 % mentionnent que les deux côtés devraient concevoir ensemble une bonne cohabitation (cf. graphique 15). 7 % des personnes interrogées voient

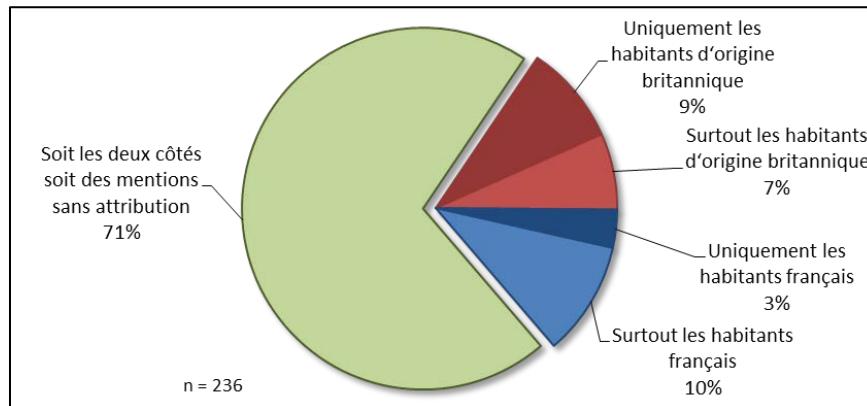
des facteurs externes et pas directement influençables, comme l'Etat français ou l'Histoire commune, comme responsables. À travers la possibilité de plusieurs réponses, ces chiffres apparaissent plus drastiques et directs qu'ils ne le sont. Lorsqu'on dépouille les plusieurs réponses afin de dé-

Graphique 15 : Responsable pour la réussite de la cohabitation



couvrir qui les sondés voient comme unique ou principal responsable pour une bonne cohabitation, on obtient une image plus claire (cf. graphique 16) : la grande majorité, avec 71 % des sondés, cite soit les circonstances qui contribuent (mal ou bien) à la cohabitation et qui se situent au-delà d'un ressort bien précis; ou elle ne voit pas la compétence que d'un côté, mais évoque plutôt des aspects chez l'un ou l'autre ou chez les deux ensemble. 16 % des personnes sondées s'adressent uniquement ou principalement aux habitants d'origine britannique ; 14 % des personnes interrogées voient ceci comme le devoir unique ou principal des habitants français. Autrement dit : seulement 9 % des sondés disent de façon explicite que seuls les Britanniques sont responsables d'une bonne cohabitation – pour le moins avec les moyens linguistiques qui ont été mis en œuvre ici ; tous les autres le voient de manière moins stricte et moins évidente.

¹⁴ Cette attribution s'effectua de manière plutôt prudente et seulement si c'était clairement reconnaissable. Par exemple, la réponse sur les occasions concrètes de rencontre n'a été attribuée à aucun des deux côtés.

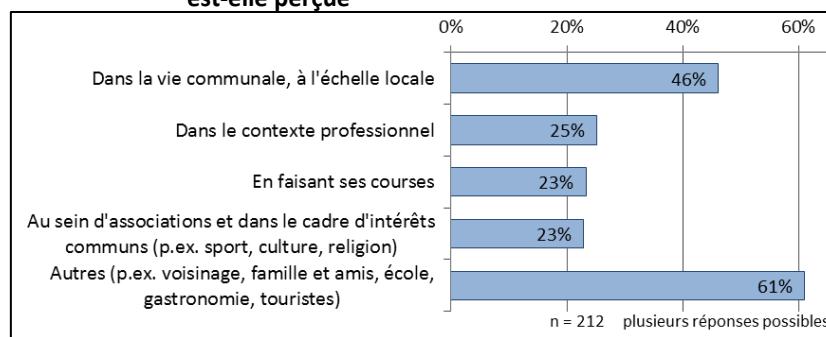
Graphique 16 : Principalement responsable pour la réussite de la cohabitation

Si on reflète ces découvertes avec les résultats sur les attentes quant à l'adaptation des habitants d'origine britannique à la société d'accueil (cf. chapitre C 3), on peut retenir :

- Les habitants français sont intéressés par un contact concret avec les habitants d'origine britannique. Ils trouvent que ceci se déroule au mieux dans le cadre d'intérêts communs, comme par exemple au sein d'associations ou de la commune.
- Ils accordent une grande importance à la langue, c'est-à-dire au moyen le plus courant de communication. Autant dans les résultats précédents que dans ceux sur les attentes, au moins quatre personnes interrogées sur cinq manifestent de l'importance pour l'outil linguistique.

6 Rôle de la commune

A plusieurs endroits dans le questionnaire, il a été, soit demandé explicitement, soit l'occasion a été donnée de thématiser le rôle que la commune joue dans le cadre de la cohabitation avec les habitants d'origine britannique. A cette occasion, le terme « commune » a été utilisé dans deux sens : premièrement en tant que description spatiale des alentours, deuxièmement dans sa dimension politique, c'est-à-dire la mairie. Ces deux sens ont été souvent utilisés comme synonymes, et ce particulièrement dans le cadre des questions ouvertes.

Graphique 17 : Où la présence des habitants d'origine britannique est-elle perçue

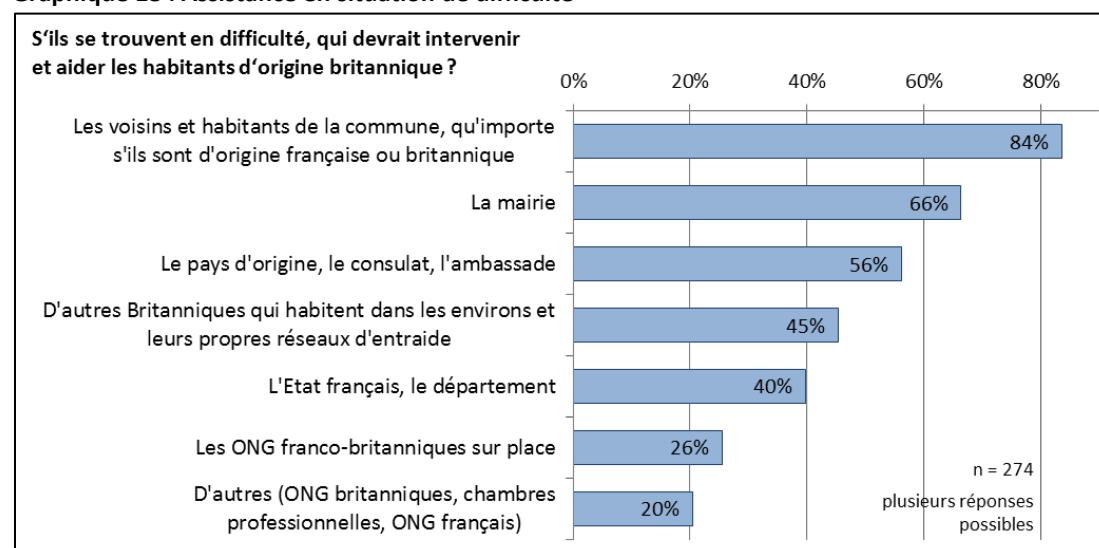
Il a été demandé de manière très ouverte où la présence des habitants d'origine britannique est perçue¹⁵ (cf. graphique 17). Presque la moitié des réponses se réfère à la dimension communale, avec des événements locaux réguliers ; la commune est donc le plus souvent évoquée. Parmi un quart des réponses, le contexte professionnel, faire ses courses ou la rencontre au sein d'associations ou dans le cadre d'intérêts communs ont été nommés.

¹⁵ Des réponses ouvertes ont été sollicitées, plusieurs réponses étaient possibles. Trois personnes interrogées sur quatre ont répondu ici.

A la question sur le contact concret – comme décrit précédemment (cf. chapitre C 2) – c'est plus d'un sondé sur quatre qui rencontre souvent, voire très souvent, des habitants d'origine britannique dans le cadre de la vie associative ou communale. Quand il est demandé quels moyens permettent une bonne cohabitation avec les habitants d'origine britannique (cf. chapitre C 5), la commune occupe encore une fois une place importante. Plus de la moitié des personnes interrogées mentionnent les occasions concrètes, dans le cadre desquelles on se rencontre, comme moyens appropriés ; y compris la vie publique au sein de la commune.

Quand les habitants d'origine britannique se trouvent en difficulté, qui devrait les aider ? Les personnes interrogées pouvaient, au sein d'une série de catégories, en choisir plusieurs (cf. graphique 18). Plus de quatre sondés sur cinq voient cela clairement comme un devoir des voisins et des habitants de la commune, peu importe s'ils sont d'origine française ou britannique; en fin de compte, les sondés voient ce devoir également en eux-mêmes, étant donné qu'ils ont rempli le questionnaire en tant que voisins et habitants de la commune. Deux autres tiers des personnes interrogées vont dans la même direction et voient la mairie comme responsable. Le pays d'origine de même que les Britanniques sur place avec leurs propres réseaux d'entraide sont seulement cités après, mais également l'Etat français ou les ONG franco-britanniques sur place.

Graphique 18 : Assistance en situation de difficulté



Ainsi, la commune a été identifiée comme un lieu de perception mutuelle, de contact et de bonne cohabitation avec les habitants d'origine britannique. La solidarité en cas de problème fait également partie de la bonne cohabitation sur place, celle-ci est attribuée aux habitants de la commune et à la mairie comme si c'est tout naturel.